



HOUSE OF COMMONS  
CHAMBRE DES COMMUNES  
CANADA

**Consultation publique de 2016 sur la réforme électorale  
Rapport sommaire de l'assemblée publique du 28 juillet 2016**

**Bureau de la députée fédérale  
L'honorable Ginette Petitpas Taylor, C.P., députée  
Moncton—Riverview—Dieppe**

**Le 8 août 2016**

## INTRODUCTION

Dans le cadre des consultations publiques menées à l'échelle nationale par le Comité spécial sur la réforme électorale auprès des Canadiens sur cette question, nous avons invité des intervenants et des résidents de partout dans la circonscription à rencontrer la députée le 28 juillet 2016 pour partager avec elle leur point de vue et leurs priorités, ainsi que leurs idées et suggestions pour réformer le système électoral en 2016.

Afin d'alimenter la discussion sur les axes de la réforme, nous avons fourni à chaque participant les quatre questions suivantes :

1. *Que pensez-vous de l'actuel système d'élection des députés au Parlement (avantages/défauts)? Sentez-vous que votre vote se traduit de façon juste dans les résultats?*
2. *Avez-vous une préférence parmi les autres modes de scrutin possibles? Quelles sont les caractéristiques spécifiques qui vous importent dans un système électoral (par exemple la représentation locale, la proportionnalité, la simplicité, la légitimité, etc.)?*
3. *Pourquoi de nombreux Canadiens choisissent-ils de ne pas participer au processus démocratique? Comment encourager la participation des électeurs?*
4. *Êtes-vous d'avis que le vote devrait être obligatoire? (Cette mesure peut comprendre la possibilité d'annuler son vote.)*

Chaque participant a ensuite été invité à faire part de ses réflexions et expériences pour répondre à chacune de ces questions. À l'issue de la discussion, un représentant de chaque groupe a été invité à présenter un résumé de sa discussion à l'ensemble des participants en séance plénière. Le but était de permettre à tous les participants d'avoir un aperçu global des questions qui ont été abordées au cours de la séance.

En procédant de la sorte, nous espérons que les participants puissent nous aider à mieux comprendre l'opinion des résidents de Moncton—Riverview—Dieppe sur la réforme électorale au Canada, les grands défis à relever pour réaliser cette réforme, ainsi que la nature des modes de scrutin qui sont proposés et que le Comité examine actuellement.

Comme quatre questions avaient été posées pour alimenter la discussion, nous avons décidé de regrouper les questions 1 et 2 dans une catégorie, et les questions 3 et 4 dans une autre.

Le présent rapport fournit un résumé de certaines discussions, ainsi que certains points sur la réforme électorale qui semblent avoir fait consensus au sein du groupe. Le rapport est divisé en deux parties :

1. Les avantages et les inconvénients du maintien du statu quo de notre actuel système électoral (système uninominal majoritaire à un tour).
2. Les stratégies qui peuvent être et devraient être mises en œuvre pour inciter les Canadiens à participer davantage au processus démocratique.

## Avantages et inconvénients du maintien du statu quo

Bien que le mandat du Comité spécial sur la réforme électorale soit parfaitement clair, il convient de souligner qu'il n'existe actuellement aucun consensus chez les Canadiens sur le besoin de remplacer le système électoral actuel, soit le scrutin uninominal majoritaire à un tour. Les participants ont fait de leur mieux pour présenter une analyse objective du système électoral actuel, et la plupart ont convenu qu'il vaudrait mieux passer à un autre type de système, pour des raisons qui seront exposées ultérieurement dans le présent rapport. Toutefois, plusieurs participants ont souligné les défis importants qui se présenteront si nous abandonnons un système qui, pour le meilleur ou le pire, façonne le paysage politique depuis plus d'un siècle.

Voici quelques-uns des avantages du système uninominal majoritaire à un tour soulevés par les participants, ainsi qu'une brève explication des effets relativement positifs de ce système sur la gouvernance et la démocratie :

- Il est facile à comprendre. Les gens comprennent son fonctionnement, qui repose tout simplement sur le principe selon lequel le candidat qui obtient le plus de voix est déclaré élu. En général, tous les électeurs canadiens comprennent généralement ce système.
- Il favorise, de par sa nature, le bipartisme et la formation de gouvernements fortement majoritaires. Les Canadiens ont tendance à voir cela d'un bon œil, car ils ont le sentiment qu'un gouvernement majoritaire est mieux capable de mener des actions sociales bien définies et d'assurer une bonne gouvernance générale du pays.
- En favorisant le bipartisme, il simplifie les choses du point de vue des électeurs. L'un des principaux arguments contre le système actuel que soulèvent les critiques et les personnes qui n'y participent pas est que la politique (et le système de gouvernance en général) est souvent source de confusion, d'autant plus que les gens ont du mal à saisir les enjeux et les programmes des partis politiques. L'ajout d'autres partis politiques ne ferait qu'exacerber la confusion.

Toutefois, d'après les discussions, la plupart des participants estiment que les inconvénients du système actuel sont bien plus considérables que les avantages perçus.

Plusieurs participants ont soulevé des contre-arguments aux avantages évoqués du système uninominal majoritaire à un tour :

- Il est faux de croire que seuls les gouvernements majoritaires forts peuvent apporter des changements positifs. L'histoire montre qu'un grand nombre des programmes sociaux les plus progressistes au Canada, comme l'assurance-maladie, le régime de pensions du Canada et les allocations familiales, ont été mis en place par des gouvernements minoritaires.

De plus, la grande majorité des participants ont convenu que le système actuel de scrutin uninominal majoritaire à un tour présente de nombreux défauts inhérents, dont certains sont assez évidents, comme les suivants :

- Les résultats des élections ne correspondent pas au choix des Canadiens concernant les différents partis

puisque le pourcentage de voix obtenues par un parti à une élection ne se reflète pas dans le nombre de sièges qu'il remporte. Dans de nombreux cas, surtout au cours de l'histoire récente, des partis arrivent au pouvoir sans avoir obtenu une nette majorité des voix et, donc, sans avoir un mandat clair de l'électorat.

- Les options sur le bulletin de vote sont limitées et les partis aux orientations centristes sont avantagés. De fait, comme il est très difficile de trouver un consensus sur de nombreuses questions sociales importantes, les partis évitent souvent de faire des choix difficiles, de crainte d'aliéner leur base électorale. Cela a pour conséquence de ralentir les progrès sur des dossiers comme les droits des minorités, les questions morales et éthiques, etc.
- Les électeurs sont portés à faire un vote stratégique et groupé, ce qui tend à favoriser les partis qui veulent maintenir le statu quo, et, par le fait même, empêche tout véritable changement social et politique au Canada.
  - Un consensus intéressant s'est dégagé chez les participants sur le fait que le recours à un référendum sur la réforme électorale revient à maintenir le statu quo. En fait, bon nombre des participants ont fait remarquer que la meilleure manière de faire en sorte qu'une nouvelle idée soit rejetée par l'électorat ou ne soit pas mise en œuvre est de la soumettre à un référendum. La raison : il est plus facile de faire campagne contre une proposition nouvelle et différente et de prôner le statu quo parce, de manière générale, les gens n'aiment pas avoir trop de changements dans leur vie.
- Beaucoup de Canadiens éprouvent de l'apathie à l'égard de la politique. Ce problème a semblé monopoliser la discussion dans une certaine mesure. On a soutenu que le système actuel, en dépit de son apparente stabilité et simplicité, est à bien des égards la cause de cette apathie. Les Canadiens estiment que leur système politique limite effectivement leurs choix aux urnes, ne donne pas des résultats qui sont représentatifs des voix exprimées, ne permet pas une représentation au Parlement comme ils le souhaitent et empêche par conséquent tout débat sur les questions qui leur tiennent à cœur. En d'autres termes, beaucoup de nos concitoyens estiment que leur vote ne vaut rien.

Dans la deuxième partie du présent rapport, nous résumons les nombreuses stratégies qui ont été proposées par les participants pour inciter un plus grand nombre de Canadiens à participer aux élections et pour leur faire sentir davantage concernés et représentés par notre système politique.

## **Stratégies pour encourager la participation des Canadiens dans le processus démocratique**

Les participants ne sont pas arrivés à un consensus fort sur le choix de système électoral le plus viable pour remplacer le système actuel de scrutin uninominal majoritaire à un tour, certains étant en faveur d'un mode de représentation purement proportionnelle alors que d'autres souhaitent un mélange entre le système actuel et le système de représentation proportionnelle, comme le mode de scrutin P3 (proportionnel, préférentiel et personnalisé) ou le système mixte avec compensation proportionnelle. Ils ont toutefois soulevé de nombreux points intéressants sur les raisons de la désaffectation des Canadiens à l'égard de notre processus démocratique et sur ce que nous pourrions faire pour corriger ce problème.

C'est bien sûr un problème qui dépasse le problème de choix de système de scrutin pour notre pays et qui

transcende la plupart des systèmes électoraux qui sont actuellement proposés. Il mérite donc certainement une plus grande attention. Par conséquent, aux fins de la présente consultation, nous avons choisi de nous concentrer sur un aspect particulier de la réforme électorale et de souligner certaines des stratégies qui ont été proposées pour aider les Canadiens à s'impliquer davantage et à se sentir plus impliqués dans notre processus démocratique.

Les participants ont proposé plusieurs stratégies pour encourager la participation des Canadiens au processus démocratique, notamment abaisser l'âge du droit de vote à 16 ans, rendre le vote obligatoire pour tous les Canadiens et adopter un système de vote en ligne. Toutes ces idées ont recueilli un certain appui, car elles correspondent à l'opinion générale des électeurs, qui estiment que l'on pourrait et devrait faire beaucoup plus pour rendre le système électoral plus accessible.

La plupart des stratégies proposées par les participants étaient centrées sur le même thème : la sensibilisation. On a signalé qu'il y a tout simplement trop de Canadiens qui ne comprennent pas le fonctionnement de notre système politique, si bien qu'ils se sentent complètement aliénés du processus électoral. Ces Canadiens estiment que leur participation est généralement inutile parce que le système est ainsi conçu et parce que l'histoire se répétera encore et encore. Pour combattre cette désaffectation, le gouvernement fédéral devrait, en partenariat avec les provinces et les territoires, déployer d'énormes efforts pour sensibiliser le public aux subtilités du système politique. Dans l'idéal, ces efforts devraient commencer à l'école, parce que si nous pouvons inculquer à nos enfants en jeune âge des idées qui façonneront leur point de vue sur l'importance des valeurs de civisme et de démocratie et de la participation de l'ensemble de la population au processus, et que nous leur fournissons les connaissances nécessaires pour comprendre le processus politique, nous donnerons à la prochaine génération les outils nécessaires pour affronter les questions difficiles et pour user du pouvoir des citoyens afin d'assurer l'efficacité de la démocratie.

Un participant a suggéré que les écoles de partout au pays organisent des simulations d'élection afin d'encourager la participation électorale. De plus, on a suggéré que les candidats qui sont élus lors de ces élections simulées participent, en tant que représentants locaux, à une organisation nationale pour la jeunesse dotée d'un parlement où les jeunes pourraient faire part de leurs points de vue aux représentants élus à Ottawa et ainsi s'assurer que leurs voix sont entendues dans tout le pays.

Bien sûr, bon nombre de nos participants ont estimé que, même si les gouvernements ont un rôle clair et crucial à jouer dans l'élaboration de ce type d'action réfléchie, un véhicule indépendant et non partisan pourrait également aider à favoriser ce genre de changement. À cette fin, on a mentionné qu'Élections Canada pourrait et devrait jouer un rôle beaucoup plus important dans la sensibilisation du public et dans la mobilisation efficace de la prochaine génération d'électeurs. Toutefois, il faudra doter Élections Canada de beaucoup plus de ressources pour qu'il soit pleinement en mesure de jouer ce rôle.

## **CONCLUSION**

En conclusion, les citoyens de Moncton—Riverview—Dieppe, à l'instar de la plupart des Canadiens, reconnaissent que nous sommes à un moment décisif de notre histoire et que nous avons une réelle occasion d'apporter

à l'échelle nationale des changements concrets qui auront des effets durables sur les générations futures. Nous pouvons changer le processus démocratique de manière à ne laisser personne pour compte et à veiller à ce que chaque électeur sache que sa voix peut être entendue.

En outre, les citoyens de Moncton—Riverview—Dieppe sont heureux de participer à l'élaboration de ce changement. Tous ceux qui ont participé à la discussion avaient une vision à long terme du Canada. Nous pensons que c'est ce type de réflexion sur l'avenir qui nous aidera à adopter un système politique plus juste et transparent, et qui permettra d'apporter les changements dont notre société a besoin.